



FLASH PAPER n°9 de l'Observatoire

L'offre de services sexuels en ligne à la suite de la pandémie du Covid-19

Évolution contextuelle et analyse des chiffres du site Quartier Rouge (*Red Lights*)

MARS 2025

Introduction

Les multiples mesures de confinement prises lors de la pandémie du Covid-19 en 2020 et 2021 ont bouleversé des secteurs entiers de l'économie dont les indépendants, les métiers de contact, les salons de coiffure, les salles de sport, le personnel Horeca. Parmi ceux-ci, les travailleurs et travailleuses du sexe (TDS) ont également dû se retourner pour assurer une continuité dans leurs rentrées d'argent, d'autant plus qu'il s'agissait d'une population qui ne pouvait pas prétendre aux compensations accordées par l'État en raison d'une éventuelle situation administrative irrégulière ou de la non-reconnaissance officielle du statut de travailleur du sexe comme personne physique imposable, cette activité n'ayant été dépénalisée en Belgique que le 1^{er} juin 2022¹.

Si certains TDS sont rentrés dans leur pays lors des confinements successifs, une majorité serait restée en Belgique et un transfert s'est opéré vers la prostitution en ligne. Les acteurs de terrain parlent d'un avant et d'un après Covid. Ce dernier a révélé l'ampleur de l'activité prostitutionnelle privée qui continue de progresser depuis lors. Dans ce contexte, la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains nécessite des adaptations en matière de recherche, de détection et de protection des victimes. L'accord de coalition fédérale du 31 janvier 2025 entend « adopter une approche dynamique de la criminalité organisée en investissant dans les ressources humaines et matérielles et en apportant les modifications législatives nécessaires pour identifier et combattre plus efficacement et plus rapidement les modes opératoires en constante évolution des organisations criminelles »². La protection des victimes d'exploitation sera également renforcée.

Dans ce contexte, l'Observatoire de safe.brussels propose ici un aperçu de l'offre de services sexuels en ligne via le site Quartier Rouge – *Red Lights* pour la Région de Bruxelles-Capitale (RBC). Après quelques éléments sur les évolutions contextuelles en matière de prostitution ces dernières années, les chiffres relatifs aux profils créés sur ce site à partir de la RBC seront présentés. Une conclusion clôturera le présent document.

1. Loi du 21 mars 2022 modifiant le Code pénal en ce qui concerne le droit pénal sexuel, MB 1 juin 2022.

2. Accord de coalition fédérale 2025-2029, p. 132.

1. Évolution contextuelle

Les sites d'escortes privés existent depuis longtemps en Belgique, mais le transfert de la prostitution urbaine vers une activité virtuelle s'est visiblement réalisé lors de la pandémie du Covid-19, en raison des mesures de confinement, via des sites comme Quartier Rouge, *OnlyFans* ou *VidaLoca*.

Ce basculement en ligne s'est ensuite prolongé et installé comme offre toujours en augmentation, pour différentes raisons. Tout d'abord, cela offre aux TDS une plus grande indépendance et leur permet de décider du lieu de rencontre, qui peut être dans un hôtel ou à domicile, avec les précautions de sécurité adaptées.

Il y a aussi un avantage financier, dans un contexte où le travail en vitrine ou en carrée dans le quartier Nord, dont le coût de location déjà élevé est soumis à des taxes communales revues à la hausse afin d'assainir le quartier en limitant cette activité perçue comme problématique. La prostitution en ligne permet une discrétion accrue pour le client également, notamment dans un contexte où sont mises en place des sanctions administratives communales qui visent à criminaliser le client.

L'insécurité semble également avoir augmenté, ce qui a renforcé l'intérêt du travail en ligne. Les TDS subissent des agressions et du racket. Espace P, association d'aide et de soutien aux travailleurs du sexe dans le quartier Nord, parle de tensions et d'une agressivité récurrente envers ces travailleurs. « On reporte des menaces de casser la vitre si 3€ n'est pas donné pour manger [...]. On est parfois jusqu'à trois appels au dispatching de police par jour »³. Les travaux de la rue d'Aerschot, la fermeture d'un des deux hôtels dans le quartier Alhambra, le télétravail qui diminue la clientèle de transit, la précarité renforcée et le sans-abrisme, la présence de migrants, les incivilités et la consommation de drogues comme le crack en rue à la vue de tous au quotidien⁴, sont des raisons à la dégradation des quartiers Nord et Alhambra où l'activité visible des TDS étaient traditionnellement menée. Le contrôle social a baissé et la perte d'attractivité de ces espaces en général est palpable tant du côté des TDS que du côté d'une certaine clientèle. Il y a d'ailleurs des départs de certains TDS vers d'autres villes jugées plus sûres, toujours selon Espace P.

Ces changements dans l'offre prostitutionnelle modifient considérablement le travail de détection de la traite des êtres humains qui est plus présente dans le domaine privé que dans l'espace public, selon la zone de police Nord. La décriminalisation a légalisé le travail du sexe, mais en matière d'exploitation sexuelle, « le lourd ne change pas »⁵. Les sites d'offre sexuelle ainsi que les groupes privés sur WhatsApp ou via Snapchat peuvent être considérés comme de nouveaux modes opératoires des organisations criminelles ou de l'exploitation à plus petite échelle, ce qui nécessite du personnel formé à ces technologies de communication pour pouvoir y détecter les situations de traite. La décriminalisation de la prostitution a permis une hausse des dénonciations des cas de traite, par des clients ou par les travailleurs et travailleuses du sexe eux-mêmes, qui parfois deviennent de véritables relais pour les services policiers et judiciaires. De ce point de vue, c'est un contrôle social accru, interne à l'activité, qui est relevé.

3. ASBL Espace P, entretien du 25 septembre 2024.

4. Voir à ce sujet : Bawin, F., Lacour, J. L., & Decorte, T. (2025), *Consommation de crack dans l'espace public en Région de Bruxelles-Capitale*, Universiteit Gent & Observatory safe.brussels.

5. Zone de Police Nord, entretien du 24 avril 2024.

2. L'offre de services sexuels en ligne : le site Quartier Rouge – *Red lights* en Région de Bruxelles-Capitale

Nous proposons une présentation de l'évolution des chiffres et des profils d'un des principaux sites d'escortes en Belgique : Quartier Rouge⁶ pour la version francophone, *Red lights*⁷ pour la version néerlandophone.

À Bruxelles, la cellule de lutte contre la traite des êtres humains de la zone de police Nord s'y est intéressé afin d'investiguer l'activité d'offre sexuelle en ligne et de pouvoir détecter les cas d'exploitation punis par le code pénal. En développant cette initiative, elle a permis notamment le jugement et la condamnation d'exploitants sexuels détectés à l'origine par leur adresse IP située à l'étranger et utilisée de nombreuses fois pour la création de profils différents d'offres en ligne. De ce point de vue, la nationalité des victimes ainsi que des TDS est d'intérêt pour la lutte contre la traite, étant donné que les réseaux travaillent souvent sur la base d'une filière nationale, notamment avec des personnes exploitées en Belgique qui ne parlent ni le néerlandais ni le français.

2.1. Demande et création de profil dans le temps

Le site Quartier Rouge – *Red Lights* enregistre une moyenne de 226 nouveaux profils par mois sur les quatre années de 2021 à 2024 en Région de Bruxelles-Capitale. L'évolution est relativement constante. Cela représente à l'heure d'aujourd'hui plus de dix mille profils. L'ampleur de l'activité privée est élevée, surtout si on compare ces chiffres qui ne proviennent que d'un seul site à l'estimation de la prostitution publique à environ 6000 TDS pour la même région⁸.

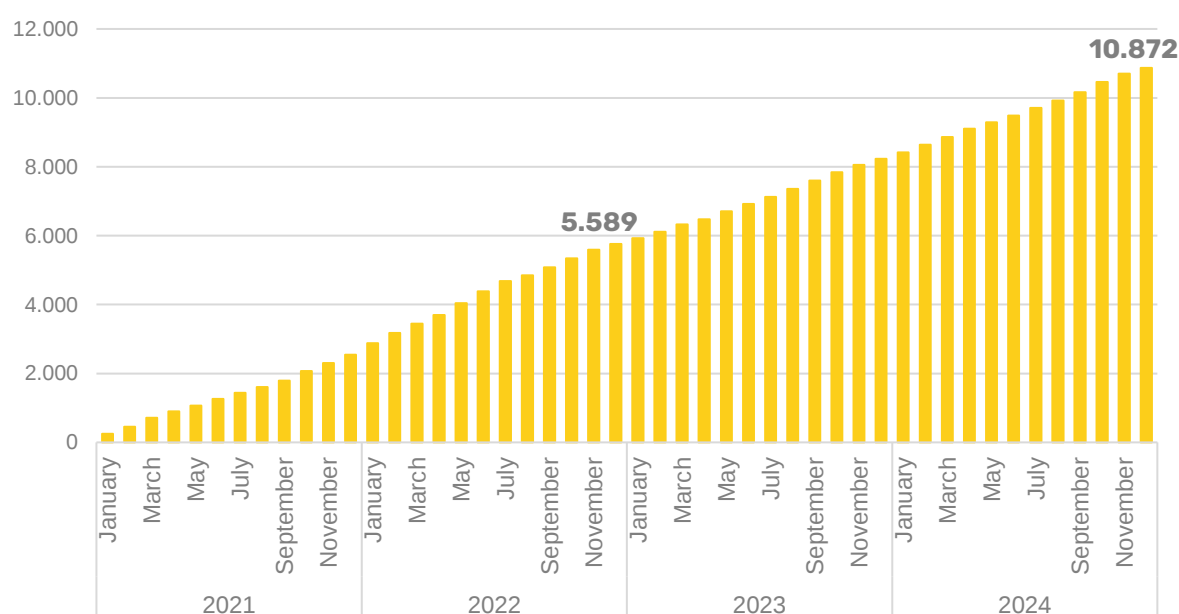


FIG. 1. ENREGISTREMENTS CUMULÉS PAR MOIS (2021-2024) – Source : Quartier Rouge/*Red Lights*

6. www.quartier-rouge.be

7. www.redlights.be

8. Bailly, N. (2015), *Rapport 2015, « La prostitution »*, Observatory safe.brussels, pp. 240-287.

Les gestionnaires du site Quartier Rouge – *Red Lights* enregistrent également les nombreux refus à la suite de demandes de créations de nouveaux profils. Ce site, comme d'autres, s'aligne sur une déontologie et des règles d'utilisation strictes. On dénombre ainsi environ vingt mille demandes de création d'un profil refusées par an entre 2021 et 2024 en Région de Bruxelles-Capitale. Plusieurs refus peuvent se rapporter à la même personne, les chiffres ne permettant pas de les singulariser. Ces chiffres ne représentent donc pas le nombre de travailleurs ou travailleuses du sexe refusés. En outre, un refus débouche aussi parfois sur la création d'un profil une fois les raisons du refus levées.

Les refus reflètent le non-respect de diverses règles. Il peut s'agir par exemple de photographies transgressives ou trop explicites, ou simplement de photos ne correspondant pas à la personne, d'un texte illisible ou illégal, d'erreurs dans les données de profils, de doubles comptes, de documents d'identification illisibles.

Dans certains cas, un refus est associé à un rapport à la police dans le cas de suspicion de traite des êtres humains, de mineurs d'âge, de passeports frauduleux. Il peut aussi s'agir de cyber-attaques (*scam*, *phishing*).

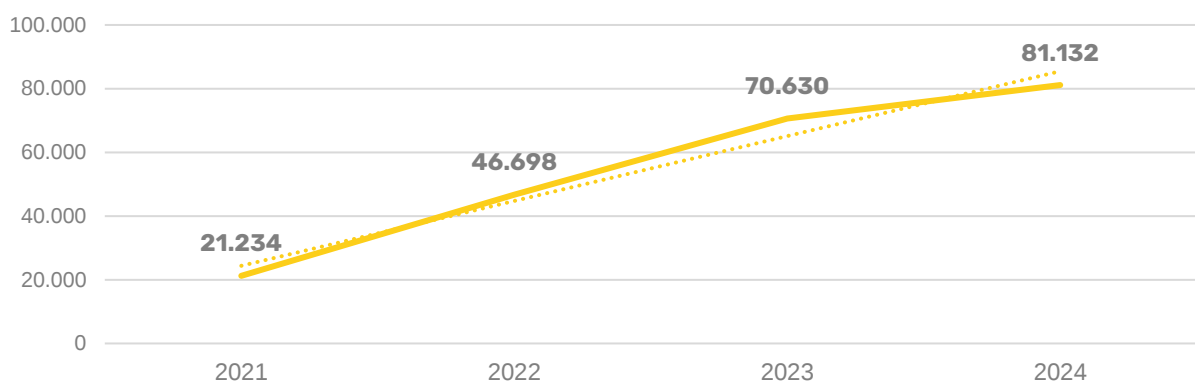


FIG. 2. DEMANDES D'ENREGISTREMENT REFUSÉES (CUMUL 2021-2024) – Source : Quartier Rouge/Red Lights

2.2 Genre et âge

Les profils créés se répartissent en trois genres : femme, trans et homme, représentant respectivement 80, 11 et 9% de l'ensemble des profils entre 2021 et 2024.

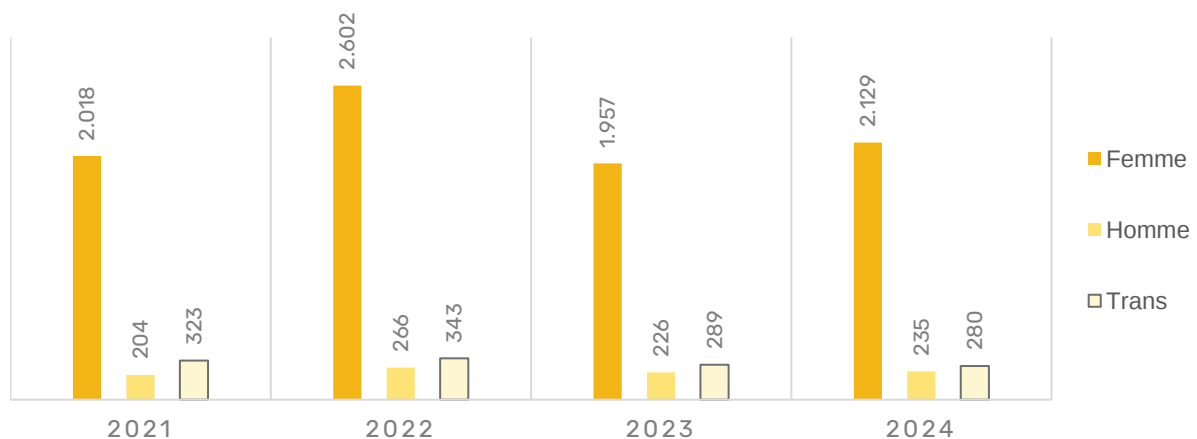


FIG. 3. PROFILS CRÉÉS PAR GENRE ET PAR ANNÉE – Source : Quartier Rouge/Red Lights

Concernant l'âge lors de l'enregistrement sur le site, le mode est 24 ans et la moyenne 28 ans, en raison de profils allant jusqu'à 60 ans et plus. Les trois quarts ont entre 18 et 30 ans, les deux tiers entre 21 et 29 ans. Les 18-20 ans représentent 5,6% des profils actifs.

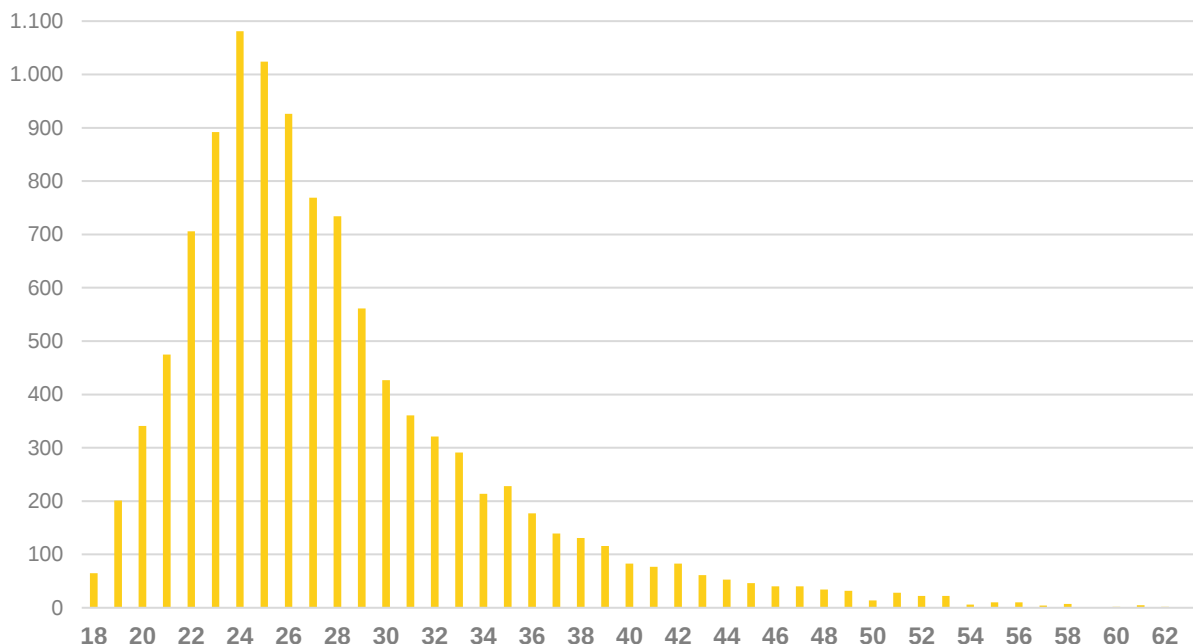


FIG. 4. DISTRIBUTION DES PROFILS SELON L'ÂGE À L'ENREGISTREMENT – Source : Quartier Rouge/Red Lights

2.3 Nationalités

La nationalité est une information d'intérêt pour le travail policier et judiciaire opérationnel. Des changements importants en nombre ou l'apparition de nouvelles nationalités absentes auparavant peuvent indiquer la présence de nouvelles filières.

Les personnes d'origine brésilienne sont les plus représentées sur ce site en ligne. On retrouve naturellement la Belgique, ensuite la Colombie, l'Espagne et la Roumanie. Ces nationalités se retrouvent le plus, peu importe le genre.

En termes d'aires géographiques, l'Espagne et la Belgique sont accompagnées de la France, l'Italie, le Portugal, et plus au sud, le Maroc. À côté du Brésil pour l'Amérique latine, on retrouve la Colombie et le Vénézuéla, et dans une moindre mesure l'Argentine qui n'atteint pas 100 profils. Les profils sud-américains semblent être en forte augmentation ces dernières années. La Moldavie est une nationalité plus présente aujourd'hui qu'auparavant, et s'inscrit dans une continuité avec la Roumanie et la Bulgarie, nationalités présentes depuis un certain temps déjà dans le travail du sexe en Région bruxelloise, même si la Bulgarie n'atteint pas les 100 profils sur le site étudié ici. Enfin, la Chine représente la seule nationalité asiatique en nombre important et en relative augmentation. Quant à la Russie et surtout l'Ukraine, nationalités présentes aussi depuis un certain temps, elles semblent également montrer une présence accrue de TDS, très probablement en lien avec la guerre pour les personnes d'origine ukrainienne en tous cas.

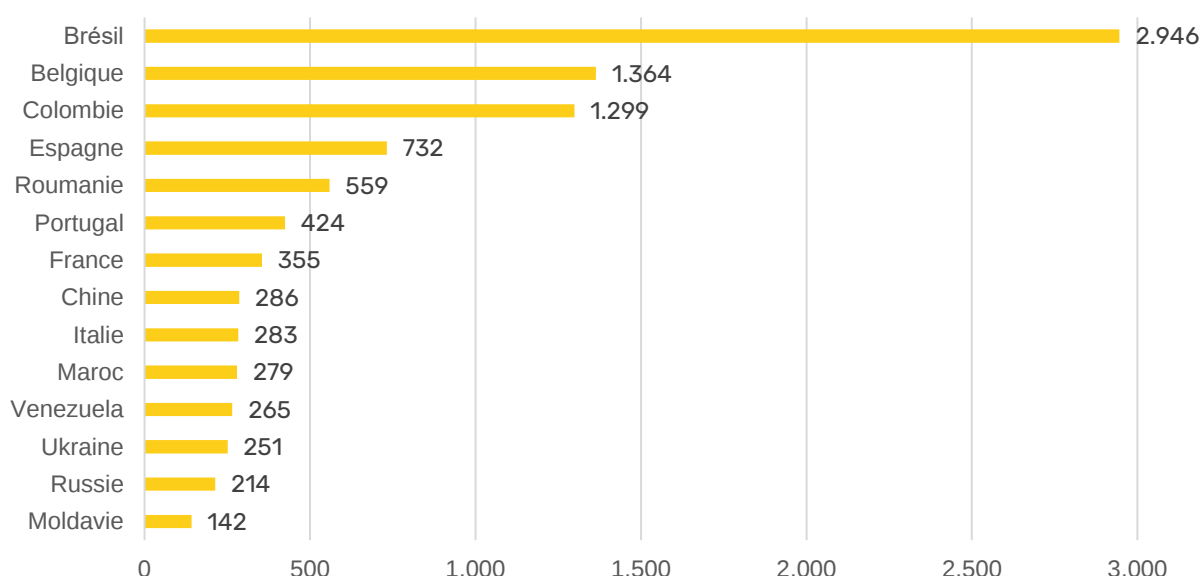


FIG. 5. LES 14 NATIONALITÉS AU DESSUS DE 100 PROFILS – Source : Quartier Rouge/Red Lights

En parallèle, il est intéressant de comparer ces proportions avec la nationalité des personnes prises en charge par l'ASBL Pag-Asa dans le cadre de mesures de protection des victimes de la traite des êtres humains pour l'exploitation sexuelle. On y retrouve la Roumanie, le Brésil, la Colombie, la Belgique, le Maroc et la Moldavie.

Par contre l'Afghanistan, nationalité qui n'est présente que pour un profil en ligne sur le site Quartier Rouge, est la plus représentée en termes de protection des victimes. Il s'agit d'un public qui appartient aux nouveaux profils de la traite selon la zone de police Nord, qui mentionne notamment les jeunes garçons roms et afghans. Le Nigéria est le pays africain de loin le plus peuplé et les filières de traite en provenance d'Afrique ne sont pas nouvelles. La présence de TDS d'origine d'Afrique sub-saharienne est plus faiblement représentée sur le site étudié. Nous savons toutefois que ces personnes sont très fortement représentées dans les carrées du quartier Nord depuis de nombreuses années⁹. Notons enfin l'Albanie et le Pérou.

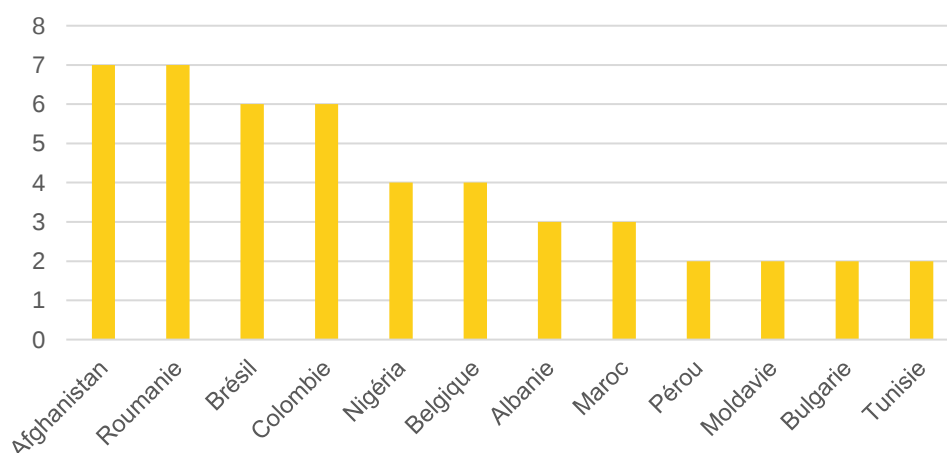


FIG. 6. PRISES EN CHARGE DE PERSONNES POUR EXPLOITATION SEXUELLE POUR LES 12 NATIONALITÉS LES PLUS REPRÉSENTÉES (2020-2023) – Source : Pag-Asa ASBL

9. Bailly, N. (2015). *Rapport 2015*, « La prostitution », Observatory safe.brussels, pp. 240-287.

2.4 Répartition par commune

Les profils créés font ressortir la ville de Bruxelles en grande majorité mais cela est biaisé en raison d'un nombre important de TDS qui indiquerait « Bruxelles » en tant que Région en lieu et place de la commune. Pour les autres communes, Ixelles, Etterbeek et Saint-Gilles, soit le cœur de ville et ses alentours au sud-ouest, présentent des taux au prorata de leur population compris entre 9 et 13%. On retrouve ensuite Anderlecht, Saint-Josse et Schaerbeek avec des taux entre 5 et 7%. Suivent les autres communes, toutes étant concernés.

Les chiffres absolus de profils enregistrés sont représentés par la taille des cercles dans la carte ci-dessous.

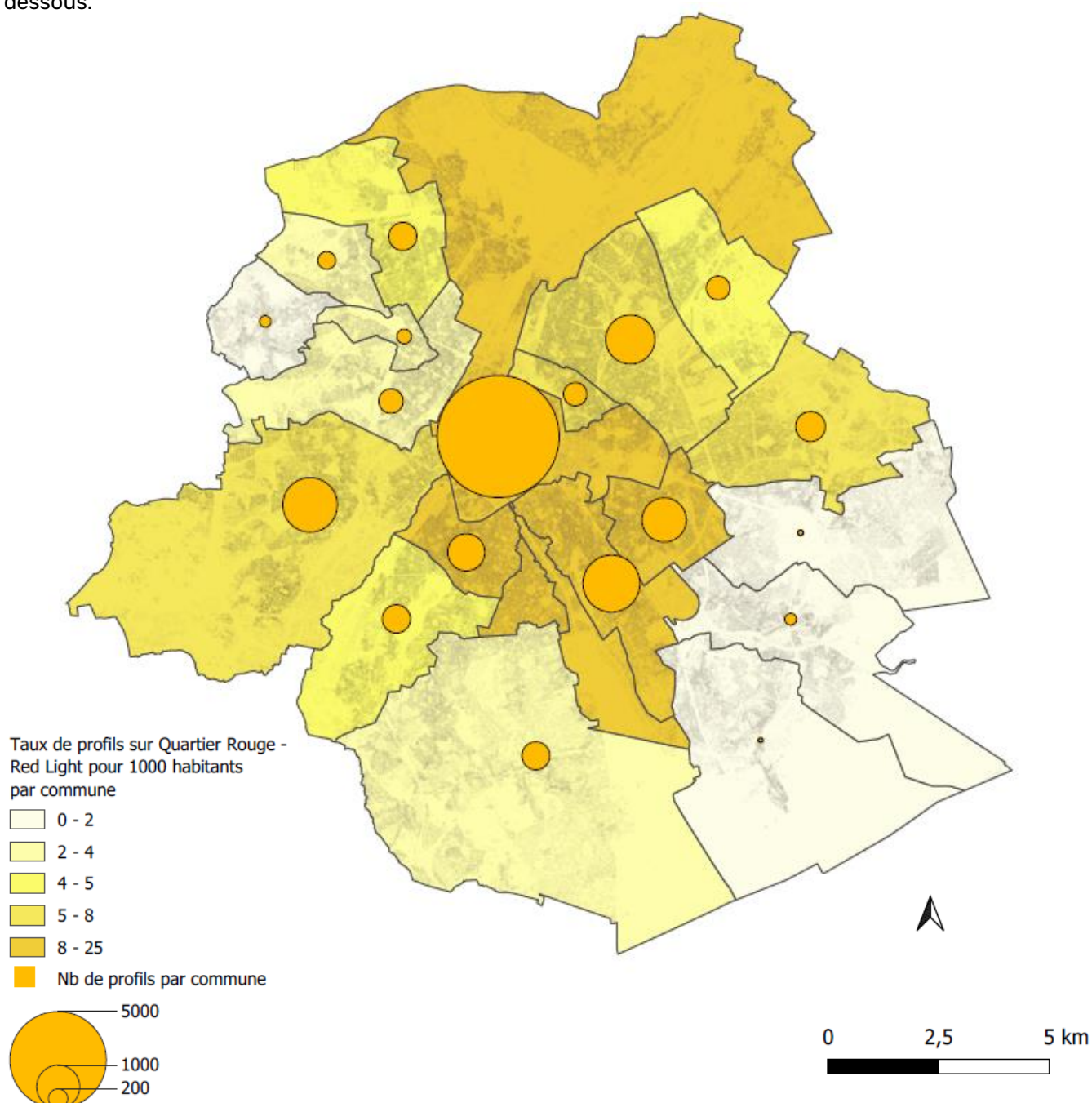


FIG. 7. NB DE PROFILS ET TAUX PAR COMMUNE – Source : Quartier Rouge/Red Lights

Conclusion

Les données de Quartier Rouge – *Red Lights* indiquent que l'offre de services sexuels en ligne est conséquente et en plein essor depuis 2021 pour le moins. Elle concerne pour une bonne part des personnes d'origine brésilienne et colombienne, belge, ainsi qu'espagnole et roumaine. Cela corrobore ce que disent les acteurs de terrain quant à la prégnance latino-hispanique en ligne, majoritaire mais non exclusive, tandis que la rue et les vitrines maintiennent en proportion plus grande des personnes originaires d'Europe centrale et de l'est et que les africaines subsahariennes sont plutôt majoritaire dans les carrées du quartier Nord. L'âge des personnes est plutôt jeune avec 75% des profils ayant 30 ans tout au plus. Concernant le genre, il s'agit en majorité des femmes (80%), les hommes et les personnes trans représentant chacun environ un dixième de l'offre.

La lutte contre le trafic d'êtres humains relatif à l'exploitation sexuelle s'est donc vue grandement modifiée à la suite de la pandémie du Covid-19 qui a entraîné une hausse de l'offre en ligne des services des travailleurs et travailleuses du sexe au détriment de l'activité de rue, en vitrine ou en carrée au sein la Région de Bruxelles-Capitale. La traite étant plus importante dans des contextes privés, cela exige une adaptation des services policiers et judiciaires spécialisés. D'autant plus qu'une fois les mesures de confinement levées, ce transfert s'est poursuivi en raison du télétravail qui s'est peu à peu généralisé, des dégradations de la sécurité et de l'environnement global des quartiers traditionnels de prostitution, ainsi qu'en raison des avantages financiers pour certaines catégories de travailleurs et travailleuses du sexe, et de la discrétion pour les clients, que représente le travail en ligne.

Ces modifications constituent un défi pour les autorités et la société en général. La problématique des mineurs en ligne, la diffusion de matériel vidéo intime et l'actuelle difficulté à traquer les abus et l'exploitation en ligne ne sont que quelques exemples de ce secteur en pleine digitalisation. Davantage de recherches dans ce domaine seraient donc souhaitables afin de mieux comprendre les évolutions en cours et de pouvoir informer au mieux les autorités et les acteurs concernés au premier plan par la lutte contre l'exploitation sexuelle.

Remerciements

L'auteur tient à remercier l'ensemble des acteurs qui ont contribué à cette analyse en fournissant des données quantitatives ainsi qu'un éclairage qualitatif essentiel à la bonne compréhension de la problématique traitée, en particulier les gestionnaires du site Quartier Rouge – *Red Light*, l'asbl Espace P et la zone de police de Bruxelles Nord.



Rédaction : Nathanaël BAILLY (analyste)

Contact : BPS – Tél : +32 (0) 507 99 11 – contact@safe.brussels – rue de Ligne, 40 – 1000 Bruxelles

Pour plus d'informations sur le Flash Paper n°9 « L'offre de services sexuels en ligne... » : www.safe.brussels

© safe.brussels 2025 Tous droits réservés
D/2025/14.168/3

Éditeur responsable : Sophie Lavaux, Directeur Général – rue de Ligne, 40 – B- 1000 Bruxelles

La reproduction de cette publication, en tout ou en partie, est autorisée à la condition expresse de mentionner clairement la source sous la forme : Observatory, « L'offre de services sexuels en ligne à la suite de la pandémie du Covid-19. Évolution contextuelle et analyse des chiffres du site Quartier Rouge (*Red Lights*) », *Flash Paper de l'Observatoire* – n°9, Bruxelles : safe.brussels, 2025 ».